



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Délégation Ile de France Meudon

1, place Aristide Briand – 92195 Meudon Cedex

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

**MARCHE PUBLIC RELATIF AUX PRESTATIONS DE
COORDINATION ET REALISATION DU DEVELOPPEMENT DE
SERVICES NUMÉRIQUES POUR L'ENTREPOT DE DONNEES
NAKALA ET L'ASSISTANT DE RECHERCHE ISIDORE**

C.C.P. N° 2024-08

Passé en application des dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent C.C.P. Comporte 23 feuillets numérotés de 1 à 23

Table des matières

PREAMBULE.....	4
1- OBJET DU CONTRAT, FORME, ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	5
1-1-Forme contractuelle de l'accord-cadre.....	6
1-2 -Allotissement	6
1-3-Montant de l'accord-cadre	6
2- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	6
3- DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4-DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS.....	7
4.1 Description des prestations :.....	7
4.2-Lieu d'exécution	7
4.3-Formations	7
4.4-Livrables	7
4.5- Compétences et qualifications attendues.....	8
5-MODALITES D'EXECUTION	8
5.1- Emission des bons de commande	8
5.2– Droit de propriété intellectuelle et régime des résultats.....	9
5.2.1 –Résultat et connaissance antérieure.....	9
5.2.2- Propriété intellectuelle.....	9
5.3 – Obligations du Titulaire	9
5.3.1 Obligations de résultat et de conseil.....	9
5.3.2-Composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations	10
5.3.3 Personnel.....	11
5.4 Délais d'exécution	11
Demande de prolongation de délai d'exécution.....	11
5.5 Représentation des parties :	12
5.6 Réunions de lancement et de suivi d'exécution des prestations.....	12
5.6.1 Réunion de lancement	12
5.6.2 Réunions de suivi d'exécution des prestations	12
5.5 Développement Durable	13
5.6 Moyens du Titulaire.....	13
5.6.1 Moyens mis à la disposition du Titulaire	13
5.6.2 Moyens utilisés par le Titulaire	13

6- OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	14
7-PENALITES	14
8-DETERMINATION DES PRIX	14
8.1-Forme des prix.....	14
8.2-Principes généraux	14
8.3-Révision des prix.....	15
8.3.2- Clause butoir	15
9- AVANCE	15
11-MODALITÉS DE REGLEMENT	16
12- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	17
13-RESPONSABILITE – ASSURANCE	18
13.1- Responsabilité	18
13.2- Assurance	18
14- DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
14.1 Transfert de marché	18
14.2 Modification du statut du Titulaire	18
14.3 Obligations sociales et fiscales	18
14.4 Cession et nantissement	19
14.5 Sous-traitance.....	19
15-CONFIDENTIALITE.....	19
16- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	20
17- RESILIATION.....	21
18- LITIGES.....	22
19-DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	22

PREAMBULE

Huma-Num est une infrastructure de recherche nationale pour les données de la recherche en sciences humaines et sociales. Huma-Num est construite sur une organisation qui associe une infrastructure technique aux communautés de recherche. Cette combinaison permet de fournir des services pour les données de la recherche en s'appuyant sur des compétences extérieures, aux niveaux national et européen, afin d'en guider leur évolution au plus près des besoins dans le contexte de la science ouverte.

Huma-Num propose des services et outils adaptés aux données de la recherche tout au long de leur cycle de vie : un stockage sécurisé et des outils pour le traitement des données ;

- une plateforme de publication des données de la recherche : NAKALA ;
- un assistant et moteur de recherche international pour les données et publications en SHS : ISIDORE ;
- un service de préservation de données sur le long terme mis en œuvre avec le CINES.



Pour en savoir plus sur Huma-Num :

<https://www.huma-num.fr/quest-ce-que-l-ir-huma-num/>

<https://hal.science/halshs-04380901v1>

Présentation des services

L'entrepôt de données NAKALA

NAKALA (<https://www.nakala.fr>) est l'entrepôt de données proposé par Huma-Num dont le but est de préserver et de disséminer les données produites par les productions des projets de recherche français en Sciences Humaines et Sociales dans le respect des principes FAIR (Cf <https://documentation.huma-num.fr/nakala-faq/>).

L'assistant de recherche ISIDORE

ISIDORE (<https://isidore.science/>) est un moteur de recherche et un assistant de recherche permettant de découvrir et de trouver des publications, des données numériques et profils de chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales (SHS) venant du monde entier.

Il permet de rechercher dans le texte intégral de plusieurs millions de documents (articles, thèses et mémoires, rapports, jeux de données, pages Web, notices de bases de données, description de fonds d'archives, etc.), des signalements d'événements (séminaires, colloques, etc.). De plus, ISIDORE relie entre eux ces millions de documents en les enrichissant à l'aide de concepts scientifiques issus des travaux des communautés de recherche des SHS.

1- OBJET DU CONTRAT, FORME, ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'infrastructure de recherche Huma-Num maintient un certain nombre de services numériques auprès de la communauté des sciences humaines et sociales. Les principaux services, concernés par cette présente demande de prestation sont l'entrepôt de données NAKALA et le moteur de recherche et assistant de recherche ISIDORE.

L'entrepôt NAKALA est développé essentiellement en PHP avec le Framework Symfony et utilise les logiciels Elasticsearch et MariaDB. Les développements sont organisés principalement autour de 3 sous-projets :

- NAKALA-API, une API en mode REST couvrant l'ensemble des interactions possibles. Utilisant à ce jour le bundle FriendsOfSymfony/FOSRestBundle, en cours de migration vers API Platform ;
- NAKALA-FRONT, un frontal web, construit par des appels API pour offrir une interface web de gestion de ses données pour les utilisateurs identifiés et d'accès aux données pour le public. Cette application repose principalement sur le Framework Symfony et sur les bibliothèques jQuery et Bootstrap. Certains composants sont développés en REACT ;
- NAKALA-PRESS un outil de publication (mini CMS) pour valoriser et éditorialiser des collections de données. Cette application est développée en REACT.

Le moteur de recherche et assistant de recherche ISIDORE est un outil déployé dans une architecture SaaS dont les composants qui demeurent en gestion à Huma-Num et concernés par cette présente demande de prestation sont :

- ISIDORE-WEB, un frontal web, construit par des appels API pour offrir une interface web de recherche. Cette application est développée avec le Framework Symfony et les bibliothèques jQuery et Bootstrap ;
- ISIDORE-SOURCES, une application de gestion des sources de données moissonnées par ISIDORE. Cette application est développée avec le Framework Symfony et les bibliothèques jQuery et Bootstrap. Certains composants sont développés en REACT et la partie API est développée avec API Platform.

Le présent contrat est un accord-cadre qui a pour objet des prestations de coordination et de réalisation du développement de services numériques pour l'entrepôt de données NAKALA et l'assistant de recherche ISIDORE. Les prestations objet de l'accord-cadre sont décrites dans le présent cahier de clauses particulières (C.C.P).

Le(s) code(s) de la nomenclature CPV sont les suivants : 72212900

Le(s) code(s) de la nomenclature NACRES sont les suivants : ID16

1-1-Forme contractuelle de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la Commande Publique.

1-2 -Allotissement

Le marché ne fait pas l'objet d'allotissement.

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations en raison de l'objet même du marché qui constitue un tout homogène ne pouvant être scindé

1-3-Montant de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu sans minimum et avec un maximum annuel de **100 000 € H.T**

2- PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière,
- Le présent document qui définit les clauses particulières applicables aux prestations (CCP n°2024-08),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cadre de réponse technique (CRT) qui contient l'offre technique du Titulaire de l'accord-cadre et ses éventuelles annexes (Mémoire technique, etc....).

En cas de contradiction entre les documents énumérés ci-dessous, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause.

Il est expressément stipulé que les conditions générales de vente du titulaire de l'accord-cadre (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par celui-ci) ainsi que les conditions contractuelles éventuellement annexées à leurs offres ne sont pas applicables au présent accord-cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

Conformément à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, la remise au titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement de l'accord cadre se fait sur demande écrite du Titulaire

3- DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois de manière tacite pour une durée de douze (12) mois, sans que sa durée globale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois. Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, il reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours. Il ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité. La décision de non-reconduction est notifiée par la personne responsable du Marché (P.R.M) avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé de réception ou au moyen d'échanges électroniques probants, au moins deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

4-DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

4.1 Description des prestations :

Le Titulaire sera chargé des activités suivantes :

- Analyse des besoins techniques (évolution et maintenance)
- Suivi des remontés d'incidents de production (en lien avec l'équipe HN « Hébergement, Stockage, Traitement, Calcul ») ainsi qu'un suivi des anomalies de fonctionnement (en lien avec les déclarations des utilisateurs)
- Evaluation de la charge de travail et de la planification
- Participation à la relecture du code de l'ensemble des membres de l'équipe de développeurs (4 développeurs dont 3 juniors)
- Participation aux développements pour l'organisation de l'architecture générale et pour les parties les plus complexes ou sensibles
- Participation à la conception et la mise en œuvre des tests techniques
- Contrôle de la qualité du code produit et de sa documentation
- Participation aux déploiements des applications sur les serveurs de tests et de production
- Suivi de prestataires
- Contribution à la formation et à la montée en compétence des développeurs d'Huma-Num en partageant ses connaissances et en organisant des formations
- Production de documentation technique

4.2-Lieu d'exécution

Les prestations prévues dans le cadre du présent marché seront principalement réalisées dans les locaux du titulaire du marché.

Le Titulaire pourra être convoqué à des réunions de travail, des points d'avancement ou toute autre activité liée à l'exécution du marché sur le site de l'antenne de l'IR* Huma-Num (Centre de calcul de l'IN2P3 à Villeurbanne) ou tout autre lieu désigné par le CNRS. Dans ce cas, les frais de déplacement engagés par le Titulaire pour se rendre sur le site seront pris en charge par le CNRS sur présentation de justificatifs (billets de transport, factures...).

4.3-Formations

Le Titulaire du marché effectuera une veille active sur les formations susceptibles de s'avérer utiles ou nécessaires pour le transfert de compétences aux équipes du pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse de formations techniques ou portant sur des aspects organisationnels.

Il pourra, selon ses capacités, soit proposer directement des formations qu'il est en mesure d'organiser, soit rechercher et identifier des formations proposées par d'autres prestataires. Si le Titulaire souhaite également bénéficier des formations identifiées dans le cadre de cette veille, les frais afférents (frais d'inscription, supports pédagogiques, déplacements, etc.) seront entièrement à sa charge.

4.4-Livrables

Le Titulaire doit assurer la réalisation des prestations et le rendu des livrables suivants :

- Le rapport d'intervention à fournir en début de chaque mois pour le mois précédent et mentionnant le nombre de jours exécutés, la description des activités qui ont été réalisées
- Code source logiciel développé à déposer dans l'outil Gitlab

- La documentation à produire dans l'outil Gitlab utilisé par l'équipe des développeurs de l'IR* Huma-Num sous la forme de commentaires dans le code, comptes-rendus, descriptions, discussions, spécifications du travail effectué au niveau des « issues », fichiers de documentation dans les projets.

4.5- Compétences et qualifications attendues

Les compétences techniques nécessaires pour mener à bien les prestations prévues par le présent marché sont les suivantes :

▮ Connaissances techniques :

- Technologies frontend : HTML, CSS, JavaScript, React et JQuery,
- Technologies backend : API REST, Symfony et API Platform
- Bases de données : MySQL, ElasticSearch
- Outils de versioning (Git, GitLab) et d'intégration continue/déploiement (Linux, Docker, GitLab CI).

▮ Pratiques de développement et sécurité du code et des données.

▮ Compétences spécifiques :

- Familiarité avec les technologies XML et RDF.
- Connaissances liées à la gestion documentaire dans des entrepôts (OAI, Notify).

▮ Expérience en tant que lead développeur.

5-MODALITES D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent conformément aux dispositions prévues au présent cahier de clauses particulières et selon les modalités suivantes :

5.1- Emission des bons de commande

Les prestations feront l'objet d'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin

En cas de différence entre les montants indiqués dans l'annexe financière et le devis ou la facture pro-forma, le bon de commande est établi par le CNRS au regard de l'annexe financière.

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- La référence au présent accord-cadre en mentionnant explicitement son numéro ;
- La dénomination du service et de l'entité du destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations et les quantités souhaitées ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- Les prix hors taxes et toutes taxes comprises ;
- La signature des ordonnateurs CNRS ou de leurs représentants habilités ;
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande est notifié au Titulaire par tout moyen lui permettant d'accuser une réception certaine. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Toutefois, leur émission est strictement limitée à cette période de validité. Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande

émis, sous réserve que leur délai d'exécution n'excède pas trois mois après la date de fin de l'accord-cadre, y compris les éventuelles périodes de reconduction.

5.2– Droit de propriété intellectuelle et régime des résultats

5.2.1 –Résultat et connaissance antérieure

Les articles 34.1 et 34.2 du CCAG/PI s'appliquent.

5.2.2- Propriété intellectuelle

Les résultats de l'exécution des prestations seront soumis aux dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI.

Le Titulaire concède au CNRS, à titre non exclusif ses droits sur l'œuvre créée pour répondre à l'objet du présent accord-cadre. Ces œuvres sont tous les livrables réalisés au titre du présent accord-cadre. Les rapports établis par le Titulaire seront consultables par tous les acteurs partenaires mentionnés au préambule du présent C.C.P. Les dépêches seront visibles de la communauté et du grand public.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L.131-3 du Code de la Propriété intellectuelle il est précisé que les droits concédés comprennent :

- Pour les droits de reproduction :
 - Le droit de reproduire et de faire reproduire l'œuvre, sans limitation du nombre, en tout ou partie, sur tous les supports, notamment papier, magnétique, numérique CD-ROM, CDI, DVD, clé USB, ou tout autre support informatique ou électronique ;
 - Le droit de reproduction par reprographie, tel que visé à l'article L.122-10 du Code de la propriété Intellectuelle.
- Pour les droits de représentation :
 - Le droit, pour tout ou partie des œuvres de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, et notamment par tous les réseaux de télécommunication, tel le réseau Internet, et ce sur tout support mentionné au présent article, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme ;
 - La concession du droit de représentation est réalisée sans aucune limitation de destination.
- Étendue de la concession :
 - La cession est consentie, de façon exclusive au CNRS, pour toute la durée légale de protection légale des droits d'auteur, pour tous les pays et pour toutes langues ;
 - Montant de la concession, Le montant de la concession des œuvres est intégré dans le prix du présent accord-cadre
- Garantie d'éviction :
 - Le Titulaire garantit détenir les droits de propriété intellectuelle rattachés aux œuvres créées pour répondre aux besoins du présent accord-cadre. Il garantit au CNRS de toutes les prétentions que les tiers pourraient faire valoir en raison de l'utilisation par le CNRS de ces droits conformément au présent accord-cadre.
- Droit Moral :
 - Le CNRS s'engage à respecter le droit moral des auteurs.

5.3 – Obligations du Titulaire

5.3.1 Obligations de résultat et de conseil

Les bons de commande qui découlent du présent accord-cadre sont assortis pour le Titulaire d'une obligation de résultat concernant les obligations spécifiques de réaliser les prestations, notamment dans les conditions de délais, de prix, de qualité, de sécurité, de performance, conformes aux engagements mentionnés dans les documents contractuels, et pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour l'ensemble de l'obligation de résultat, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses éventuels sous-traitants ou cotraitants. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active et dans les délais et selon les objectifs prévus, à conseiller, informer et mettre en garde le CNRS afin que les prestations soient fournies conformément aux dispositions contractuelles.

Le Titulaire s'engage notamment à :

- Demander toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations au CNRS ;
- Conseiller le CNRS sur tout choix ou toute demande qu'il a effectuée, dont il aurait connaissance, et qui pourrait affecter le projet ou avoir une incidence sur les conditions de réalisation ;
- Se conformer pour l'exécution de sa prestation et les solutions proposées au CNRS, aux contraintes et exigences posées par la réglementation en vigueur ;
- Suivre les évolutions prévues par le CNRS telles que mentionnées dans l'accord-cadre par exemple.
- Prévenir le CNRS, par écrit, de manière motivée et dans un délai de 48 heures, de tout événement et/ou fait dont le Titulaire a connaissance et de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, y compris si cet événement est imputable au CNRS ou sort du périmètre des prestations, mais est susceptible d'avoir un impact sur celles-ci. Dans le cas contraire, en cas de retard dans les délais contractuels prévus, les pénalités de retard prévues à l'article 7 du présent CCP seront applicables. Dans tous les cas, le Titulaire devra prendre les mesures nécessaires pour y remédier ;
- Rechercher en permanence l'optimisation économique des prestations fournies au CNRS, et notamment :
 - Proposer au CNRS toute amélioration qui pourrait se traduire par une diminution de coûts ou par une augmentation de la qualité ;
 - Faire bénéficier le CNRS des effets de la capitalisation d'expertise, d'outils et de méthodes qui auraient été mises en place pour d'autres projets au CNRS et rechercher en permanence la réutilisation du savoir-faire ainsi acquis ;

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à réaliser et fournir les prestations dans les délais et selon les engagements prévus, et notamment à :

- Mettre en œuvre tous les moyens, matériels et humains, nécessaires à la bonne exécution des prestations ;
- Valider les documents ou informations communiqués par tous cotraitants ou sous-traitants agissant dans le cadre du projet, afin de s'assurer de leur cohérence et exhaustivité ;
- Veiller au respect des obligations respectives de tous les intervenants, et notamment celles relatives aux délais de remise des livrables, des matériels et autres éléments nécessaires dans le cadre de la réalisation des prestations. Le Titulaire doit aussi coordonner et surveiller les moyens mis en œuvre par l'ensemble des intervenants dans le cadre du projet, y compris par le CNRS.

5.3.2-Composition de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations

Les parties reconnaissent que les personnels mentionnés dans son offre sont une caractéristique essentielle de la contractualisation.

Le Titulaire de l'accord-cadre a l'obligation de maintenir en place les moyens techniques et humains tels que décrits dans le cadre de réponse technique pour assurer l'exécution des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans l'éventualité où l'une des personnes nommées n'est plus en mesure de remplir sa mission, le Titulaire doit en aviser immédiatement le CNRS dans les meilleurs délais, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant de niveau de qualification équivalent et d'expériences similaires à celui du personnel empêché ou défaillant.

Le Titulaire communique au CNRS dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent, l'identité, la fonction et les qualifications du remplaçant.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le CNRS ne le récuse pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le CNRS récuse le remplaçant, le Titulaire dispose de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le CNRS.

A défaut de désignation d'un remplaçant dans ce délai de dix (10) jours ou si ce remplaçant est récusé par le CNRS dans le délai de dix (10) jours à compter de sa désignation, le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

5.3.3 Personnel

- Statut du personnel

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire ainsi que des sous-traitants éventuels, demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (légitimation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Le Titulaire s'engage à prendre toutes les actions requises, dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pour mettre en place l'organisation requise afin d'éviter tout transfert de son personnel et de celui de ses sous-traitants vers le CNRS à la cessation de l'accord-cadre, pour quelle que cause que ce soit.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

- Clause concernant le personnel

Le Titulaire déclare être en règle avec l'ensemble des dispositions applicables en matière de droit du travail, notamment avec les dispositions des articles L. 8221-1 et -2 du code du travail, les dispositions des articles L. 4153-1 à L. 4153-5 et R. 4153-6 du Code du travail ainsi que les conventions internationales et règles éthiques relatives aux droits de l'enfant.

Si le personnel du Titulaire, ou le personnel extérieur intervenant pour le compte du Titulaire, est appelé à travailler sur les sites du CNRS, il doit se conformer au règlement intérieur et aux règles d'hygiène et de sécurité (informatique ou non) en vigueur sur les sites du CNRS. Le CNRS se réserve le droit de vérifier, à tout moment, ou faire vérifier par un tiers mandaté par lui, le parfait respect par le personnel du Titulaire ou de ses sous-traitants des règles de sécurité.

Préalablement à l'intervention sur un site du CNRS d'un membre du personnel du Titulaire, le Titulaire informe l'intéressé du caractère éventuellement particulier du site, des risques encourus ainsi que de l'impératif de recevoir les informations nécessaires dans ce domaine dès son accueil sur le site concerné.

5.4 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais tels que définis dans le présent marché ou lors des commandes. Il devra mettre en place tous les moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires afin de garantir une prise en charge rapide et efficace des demandes, y compris en cas d'imprévu ou d'urgences.

Demande de prolongation de délai d'exécution

Lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution en raison d'un événement de force majeure ou du fait du CNRS, le Titulaire peut demander une prolongation du délai d'exécution. Le nouveau délai ainsi accordé aura les mêmes effets que le délai initialement prévu dans le contrat.

Pour en bénéficier, le Titulaire doit informer le CNRS des causes entravant l'exécution de l'accord-cadre dans les délais contractuels. Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, cette notification doit intervenir dans les 48 heures suivant l'apparition des causes, ou jusqu'à la fin de l'accord-cadre si celui-ci expire dans un délai inférieur à 48 heures.

Dans cette même demande, le Titulaire précisera la durée de la prolongation souhaitée. Le CNRS dispose alors de quinze jours à compter de la réception de la demande pour notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'expire pas avant la fin de ce délai.

5.5 Représentation des parties :

5.5.1. Représentant technique du pouvoir adjudicateur (R.P.A)

L'interlocuteur désigné par le CNRS est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

5.5.2 Représentation du Titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du CNRS, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le CNRS de toute modification d'interlocuteur désigné.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Elles s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour faciliter l'échange d'informations nécessaires à sa réalisation.

5.6 Réunions de lancement et de suivi d'exécution des prestations

5.6.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera fixée d'un commun accord entre le CNRS et le ou les Responsable(s) projet du Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et doit se dérouler dans un délai de quinze (15) jours au maximum après la notification de l'accord-cadre.

La réunion fait l'objet d'un procès-verbal doit être impérativement visé par le Titulaire et le représentant du CNRS.

Lors de cette réunion, les parties échangeront à minima sur les modalités de démarrage des prestations

Le représentant du Titulaire via ses services, prépare et organise cette réunion, il envoie un ordre du jour 10 jours avant l'échéance, et les éléments de reporting en avance de phase. Il en effectuera le compte rendu validé par toutes les parties.

5.6.2 Réunions de suivi d'exécution des prestations

Dans le cadre de la réalisation des prestations il est institué des réunions pour suivre la bonne exécution des prestations.

Ces réunions sont programmées aux échéances définies par le représentant technique du pouvoir adjudicateur (RPA). Le Titulaire de l'accord-cadre présente les actions réalisées, les actions en cours ; les risques apparus ainsi que les points bloquants rencontrés ainsi que la suite du déroulement de l'exécution.

Le Titulaire rédige un compte-rendu qui comprend au moins :

- Les exposés des faits
- Les remarques faites par le R.P.A
- Les problèmes identifiés
- Les actions décidées et la mise à jour du planning induit d'éventuelles évolutions décidées en réunion

Le compte-rendu doit être fourni dans un délai de sept (7) jours après la réunion, pour examen avant diffusion officielle par le R.P.A.

Ces réunions peuvent être convoquées en tant que de besoin par le R.P.A ou le Titulaire.

5.5 Développement Durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

En application de l'article 7 du CCAP/PI, le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Les prestations durant l'accord-cadre devront être livrées sur des supports respectueux de l'environnement.

5.6 Moyens du Titulaire

5.6.1 Moyens mis à la disposition du Titulaire

Lorsque le CNRS met à la disposition du Titulaire des moyens nécessaires à l'exécution des prestations, le régime prévu à l'article 17 du CCAG/PI s'applique.

5.6.2 Moyens utilisés par le Titulaire

Le Titulaire garantit au CNRS être en pleine possession de l'ensemble des droits de propriétés sur les moyens qu'il mettra en œuvre lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire garantit :

- Qu'il est Titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures ;
- Qu'il indemnise le CNRS et tout tiers désigné dans l'accord-cadre, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire de l'accord-cadre. Si le CNRS ou les tiers désignés dans l'accord-cadre sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, ils en informent sans délai le Titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

Dans ces hypothèses, il garantit qu'il apportera au CNRS et aux tiers désignés dans le présent accord-cadre toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

Ainsi, il s'engage, à :

- Soit modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre ;
- Soit faire en sorte que le CNRS et tout tiers désigné dans l'accord-cadre puissent utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires ;
- Soit dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à CNRS et aux tiers désignés dans l'accord-cadre les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à les indemniser du préjudice subi.

Le Titulaire prendra à sa charge tous dommages et intérêts que le CNRS ou les tiers désignés dans l'accord-cadre, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, seraient condamnés à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à garantir les droits concédés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures au CNRS et aux tiers désignés dans les documents de l'accord-cadre, lors de toute cession ou concession de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures.

6- OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 28 à 29 du CCAG-PI et des modalités définies à l'article 5.3 du CCTP.

Les vérifications de nature quantitative ont pour objet de contrôler que la quantité des livrables présentés correspond bien à la quantité des livrables demandés

Les vérifications de nature qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations effectuées avec les spécifications définies dans le présent CCP.

Par dérogation aux articles 28 à 29 du CCAG-PI, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le représentant du CNRS (directeur d'unité, responsable désigné par délégation).

7-PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-PI issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Outre les pénalités prévues à l'article précité, le CNRS se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

NATURE DE LA PENALITE	MONTANT DE LA PENALITES € H.T
Retard remise des livrables prévus (Articles 4.4 du présent CCP)	150 € par jour de retard
Retard remise du compte-rendu de réunion (article 5.6.2 du présent C.C.P)	50 € par jour de retard
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel	150 € par constat
Mauvais comportement de l'Intervenant(e) sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services),	100 € par constat
Non-respect des dispositions du code du travail en matière de travail dissimulé	10% du montant maximum annuel TTC de l'accord-cadre à chaque constat

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Les pénalités sont cumulables entre elles et ne sont pas libératoires.

8-DETERMINATION DES PRIX

8.1-Forme des prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires. Elles sont exécutées au moyen de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

8.2-Principes généraux

La monnaie de référence de l'accord-cadre est l'euro.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle.

8.3-Révision des prix

Les prix hors taxe du présent accord-cadre sont fermes pendant la première année d'exécution d'accord-cadre.

Ils peuvent être ensuite révisés, à la date anniversaire (date de notification de l'accord-cadre), selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0.125 + 0.875 * \text{SYNTEC } f / \text{SYNTEC } o)$$

Dans laquelle :

- **P** = prix révisé hors taxes.
- **P₀** = prix initial hors taxes.
- **SYNTEC 0** et **SYNTEC f** sont respectivement la valeur initiale (au mois de l'établissement du prix correspondant à la date de notification de l'accord-cadre) et la valeur finale (au dernier jour du mois précédant la révision) de l'indice SYNTEC.
- Le **coefficient final** de révision est arrondi à la troisième décimale, au millième supérieur.

Le Titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou au moyen d'échanges électroniques probants deux (2) mois minimum avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix ainsi révisés sont fermes pour la période de reconduction de l'accord-cadre. Ils ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.

Lorsque la demande ou la décision intervient moins d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la prochaine date anniversaire de la notification de l'Accord-cadre.

Lorsque la demande ou la décision intervient plus d'un an après la précédente révision, la date d'effet de la révision à venir est fixée à la date de la demande ou de la décision.

8.3.2- Clause butoir

Si la variation excède le taux de 5%, le prix de règlement ne dépassera pas ce taux, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances à apprécier par le CNRS à la demande du Titulaire.

Le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre suite à la multiplication d'une telle variation au titre d'une responsabilité du Titulaire, sans faute.

Cette augmentation est calculée par la différence entre les derniers prix validés à la date de notification de l'accord-cadre et ceux proposés à la date anniversaire de révision des prix.

9- AVANCE

Une avance d'un montant égal à 10% (20% pour les TPE/PME) du montant du bon de commande est accordée dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à 10 du Code de la Commande Publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

Toutefois, le Titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance sur l'acte d'engagement.

Les modalités de remboursement de l'avance seront exécutées conformément aux dispositions de l'article R2191-19_1° du Code de la Commande Publique.

11-MODALITÉS DE REGLEMENT

11.1 - Les règlements, s'effectuent après service fait par virement administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir d'un relevé d'identité bancaire ou postal, original sur présentation de la facture correspondante.

11.2 – Délais de paiement

Le délai global de paiement pour la prestation de base est de :

- 30 jours à partir de la constatation du service fait par le CNRS ;
- 30 jours à partir de la réception de la facture du titulaire par le CNRS si celle-ci est postérieure.

11.3 - Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de principale facilité de paiement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

11.4 - L'Ordonnateur de la dépense est la Déléguee régionale pour la Circonscription Ile-de-France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 Meudon Cedex.

11.5 - Le Comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire de la Circonscription Ile de France Meudon du CNRS.

11.6 Les règlements effectués n'ont de caractère définitif qu'après l'admission définitive des prestations.

11.7 - Facturation électronique :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités, soit selon le calendrier ci-dessous :

- *Au 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et la facturation inter sphère publique ;*
- *Au 1er janvier 2018 pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;*
- *Au 1er janvier 2019 pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;*
- *Au 1er janvier 2020 pour les microentreprises (moins de 10 salariés).*

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- *Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>*
- *Par dépôt au format PDF*
- *Par saisie en ligne dans le portail*

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- *CNRS (SIRET n°18008901303720) ;*
- *Le code service de l'entité CNRS facturée :*
- *Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification de l'accord-cadre ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 3022L00XXXX).*

12- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen aurait vocation à être mise en œuvre par le CNRS dès lors que les conditions d'exécution initiales de l'accord-cadre seraient amenées à évoluer.

L'objet des modifications peut porter :

- Des évolutions technologiques et/ou normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre.
- La modification des références initiales de l'accord-cadre par des références conformes aux conditions et normes identiques au présent accord-cadre en cas de circonstances imprévisibles. Par exemples : édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance.
- Une modification des délais contractuels en cas de circonstances imprévisibles (par exemples : production, édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) ;
- Des services supplémentaires non prévisibles à la notification de l'accord-cadre à la condition que ces services ne dépassent pas l'objet du présent accord-cadre ;
- Une nouvelle organisation des prestations telle qu'une organisation qui favoriserait / renforcerait la bonne exécution des prestations.
- La substitution d'une prestation permettant d'assurer la bonne exécution des prestations sans surcoût

Les modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou le bouleversement économique de l'accord-cadre ;

En tout état de cause, en cas de modification, la prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues dans le présent C.C.P et doit être techniquement équivalente ou supérieure à la prestation proposée initialement.

En cas d'ajout la prestation ajoutée est :

- Conforme à l'objet de l'accord-cadre
- Analogue à une prestation (ou à une catégorie de prestation) figurant à l'accord-cadre, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence de l'accord-cadre.
- Nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre

La prestation est nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre lorsqu'elle permet de répondre à un besoin identifié par le CNRS. La prestation concernée n'était pas commercialisée au moment de la date limite de dépôt des offres du présent accord-cadre ou pas mentionnée dans l'offre technique et financière du Titulaire.

L'analogie de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent la prestation à intégrer, d'une part, et la prestation (ou la catégorie) figurant à l'accord-cadre et considérée comme analogue, d'autre part.

Le Titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du CNRS.

Si les modifications ont une incidence financière sur le montant de l'accord-cadre (bons de commande), le Titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix. Il dispose à cet effet d'un délai de quinze (15) jours

ouverts à compter de la notification de la décision du CNRS prescrivant ou acceptant les modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. La formulation de ces modifications par le CNRS donne lieu à l'établissement d'un avenant ou une simple décision transmise par courriel.

13-RESPONSABILITE – ASSURANCE

13.1- Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

13.2- Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie

14- DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Transfert de marché

Le Titulaire ne peut sous-traiter, ni céder le présent accord-cadre sans autorisation expresse du CNRS. Le non-respect de cette clause entraîne de plein droit la résiliation immédiate de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

14.2 Modification du statut du Titulaire

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales du Titulaire, ce dernier en informe l'acheteur dans les 15 jours à compter de la survenance du fait générateur. Dans les hypothèses d'une fusion, d'une absorption, d'un rachat ou d'un changement de raison sociale du Titulaire, le CNRS a la faculté de résilier l'accord-cadre de plein droit, sans indemnités et sans préavis. Après information préalable du Titulaire, le CNRS CNRS/Délégation Ile-de-France Meudon pourra établir un avenant afin d'entériner la modification.

Le Titulaire doit poursuivre les prestations de l'accord-cadre jusqu'à leur terme si la personne publique ne décide pas la résiliation.

14.3 Obligations sociales et fiscales

Le Titulaire de l'accord-cadre certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 et L.1221-13 du code du travail. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

14.4 Cession et nantissement

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créance est la Déléguée régionale pour la Circonscription Ile de France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 MEUDON Cedex.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent comptable de la Circonscription Ile-de-France Meudon du CNRS, 1 place Aristide Briand – 92195 MEUDON cedex.

Conformément à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, la remise au Titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement de l'Accord-cadre se fait sur demande écrite du Titulaire.

14.5 Sous-traitance

En application de la loi du 31 décembre 1975 modifiée par la loi 2001-1168 du 11 décembre 2001, le prestataire peut sous-traiter une partie des prestations objet de l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu, de la part du CNRS, l'acceptation préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

15-CONFIDENTIALITE

Le Titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation préalable écrite du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de violation de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire et sans indemnité.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, les informations tombées dans le domaine public ou portées à la connaissance de tiers sans faute de la part du titulaire.

Tant pendant la durée de l'accord-cadre qu'après l'expiration de ce dernier et ce pendant une période minimale de cinq (5) ans, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) concernant le CNRS, et notamment ses partenaires et activités, communiqués au Titulaire par le pouvoir adjudicateur, ou toute autre entité ou personne physique, ou dont le Titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le Titulaire.

Cette clause ne s'applique pas aux informations publiques.

Le Titulaire s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;

- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre et en fin de l'accord-cadre à restituer intégralement les supports d'informations fournies par le CNRS et à détruire toutes les copies effectuées. La restitution et la certification écrite de destruction des copies devra intervenir dans un délai de 8 jours calendaires à l'issue de la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

A ce titre, si le Titulaire sous-traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le Titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Cette obligation de confidentialité ne concerne toutefois pas :

- Les informations déjà connues du public antérieurement à leur communication par publication ou de toute autre façon, sans qu'il y ait participation ou faute du Titulaire.
- Les informations dont le Titulaire aurait été en possession au moment de leur communication par le CNRS.

16- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie à l'Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes de caisse sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le CNRS, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues. Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent Accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent Accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, le Titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité. Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable. Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent Accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais. Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le cas échéant, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. Le CNRS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le CNRS, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par le CNRS et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

17- RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, la résiliation non constitutive d'une faute du Titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés pour l'exécution des prestations (matériels, fournitures, etc.).

Les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI, s'appliquent sans aucune autre restriction.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

Outre les cas de résiliation pour faute du titulaire énuméré à l'article 39 du CCAG-PI, par dérogation, le CNRS se réserve le droit de mettre fin sans indemnité à l'exécution de l'accord-cadre en cas de :

- Non prise en charge des commandes de façon répétée et injustifiée ;
- Défaut d'accord sur un avenant nécessité par l'évolution des besoins et des services ;
- Faute grave, fraude ou malversation dûment établie à l'encontre du CNRS ;
- Inobservation de toute condition d'exploitation fixée au présent accord-cadre et de toute disposition législative et réglementaire applicable.

18- LITIGES

Les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le Titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension de la prestation. Les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent pour la Délégation Ile de France Meudon du CNRS

19-DEROGATIONS AU CCAG-PI

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-PI du 30 mars 2021, le présent C.C.P ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG-PI.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent C.C.P et celles du CCAG-PI, les premières prévalent sur les secondes.

FIN DU DOCUMENT